



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Stop au poison, soutenez les semences : les chefs religieux, les organisations de la société civile et les agriculteurs réclament la justice dans les relations agricoles entre l'Afrique et l'Europe

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juillet 2025 — Lors d'un [événement parallèle](#) marquant qui s'est tenu à Rome le 26 juin, en amont de la 6e Conférence ministérielle Afrique-Europe sur l'agriculture, des chefs religieux Africains, des agriculteurs et des organisations de la société civile du continent se sont associés à leurs alliés européens pour exiger des mesures urgentes sur deux fronts critiques : la protection des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs et l'arrêt des exportations de pesticides interdits d'Europe vers l'Afrique.

Tenu au Circo Massimo Farmers' Market à Rome, cet événement était co-organisé par le SCEAM, l'AFSA et l'ESAFF, en collaboration avec leurs partenaires européens de la société civile, à savoir la CIDSE, Misereor, la DKA, Broederlijk Delen, le CCFD-Terre Solidaire et le Focsiv.

Les participants ont lancé un appel commun à l'Union africaine, à l'Union européenne et aux gouvernements des pays : mettre fin aux pratiques commerciales toxiques et consacrer le droit des agriculteurs à contrôler leurs semences et leurs systèmes alimentaires.

« *La semence, c'est la vie* », a déclaré Hakim Baliraine, agriculteur ougandais et président de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique. « *Lorsque nous perdons nos semences, nous perdons nos options. Nous perdons notre souveraineté. Nous devenons indigents.* »

Les participants ont averti que les lois sur les semences de type UPOV (Programmes de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales) promues à travers l'Afrique, souvent avec le soutien de donateurs, menacent de criminaliser la conservation, l'échange et l'amélioration des semences traditionnelles, qui sont le fondement même des systèmes alimentaires africains.

L'honorable Françoise Uwumukiza, présidente de la Commission de l'agriculture, du tourisme et des ressources naturelles de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, a affirmé un changement de volonté politique :

« *Il ne s'agit pas d'un débat entre modernité et tradition. Il s'agit de dignité, de résilience et de justice. Nous voulons des lois sur les semences qui protègent les agriculteurs, dont la plupart sont des femmes, et non des lois qui les pénalisent.* »

Le deuxième panel a dénoncé l'hypocrisie de l'Union européenne, où des pesticides hautement dangereux interdits pour des raisons sanitaires et environnementales sont toujours produits et exportés vers l'Afrique et le reste du monde.

« *L'Europe exporte des poisons qu'elle ne veut pas utiliser dans ses propres champs. Mais l'Europe importe des aliments cultivés avec ces poisons, de sorte que les résidus se retrouvent dans l'assiette des consommateurs européens* », a déclaré Suzy Serneels, de Broederlijk Delen. « *Il s'agit là d'un double standard qui doit cesser.* »

Selon l'Association PELUM, l'utilisation de pesticides a doublé en Afrique au cours des 15 dernières années, souvent sans que les agriculteurs aient reçu une formation ou aient accès à des équipements de protection.

Des études scientifiques ont révélé la présence de résidus de pesticides interdits dans les aliments, l'eau potable et même des échantillons d'urine humaine.

« Ces toxines se trouvent dans notre nourriture, notre eau et notre corps », a déclaré Medius Bihunirwa, de l'association PELUM. « Et les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants, sont ceux qui en souffrent le plus. »

Les chefs religieux ont condamné ces pratiques, les qualifiant d'immorales et incompatibles avec les valeurs de justice et de bonne gestion.

« Si ces pesticides sont trop dangereux pour les Européens, ils le sont aussi pour les Africains », a déclaré le révérend père Richard Rwiza, professeur à l'Université catholique d'Afrique de l'Est. « Nos gouvernements ont le devoir sacré de protéger la vie, et non de la vendre aux entreprises chimiques. »

L'événement s'est conclu par une série de revendications politiques claires :

#### **À l'Union européenne et aux États membres**

- Interdire immédiatement l'exportation de tous les pesticides interdits au sein de l'UE ;
- Veiller à ce que les importations alimentaires de l'UE ne soient pas produites à partir de substances interdites en Europe ;
- Soutenir les transitions agroécologiques en Afrique par le biais de financements publics et de politiques commerciales équitables ;

#### **À l'Union africaine et aux États membres**

- Finaliser et mettre en œuvre le cadre politique continental sur les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs ;
- Réformer les lois restrictives sur les semences afin de reconnaître et de soutenir la conservation, l'échange et l'amélioration des semences traditionnelles ;
- Interdire l'importation et l'utilisation de pesticides hautement dangereux en mettant en œuvre la Convention de Bamako ;
- Investir dans des alternatives agroécologiques, la recherche menée par les agriculteurs et les banques de semences communautaires.

Le message de clôture de Mgr Bernard de Clairvaux Toha, évêque de Djougou (Bénin), a rappelé à toutes les personnes présentes :

« Les semences et les pesticides ne sont pas seulement des questions techniques, ils concernent la justice, la souveraineté et la vie elle-même. Que nos enfants puissent manger sans crainte. »

Alors que l'UA et l'UE délibèrent à huis clos, les agriculteurs, les chefs religieux et la société civile affirment clairement une chose : *l'Afrique mérite des systèmes alimentaires fondés sur la dignité, et non sur la dépendance et la toxicité.*

#### **NOTES AUX RÉDACTEURS :**

**CIDSE** : La CIDSE est une famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale. Avec nos partenaires et alliés du monde entier, nous nous employons à promouvoir la justice en mobilisant le pouvoir de la solidarité mondiale afin de parvenir à un changement transformationnel en faveur des peuples et de la planète. Nous dénonçons les injustices systémiques et leurs impacts destructeurs et soutenons des alternatives environnementales et sociales justes pour permettre à toutes et à tous de s'épanouir dans notre maison commune.

**SCEAM** : Le SCEAM est l'organisme continental de l'Église catholique en Afrique, dont le siège est à Accra, au Ghana. Fondé en 1969 à Kampala, en Ouganda, le SCEAM a pour mission de renforcer la collaboration pastorale entre les évêques d'Afrique, en promouvant l'évangélisation dans toutes ses dimensions, y compris la charité et le développement humain intégral. Le SCEAM joue un rôle central de défense des intérêts de l'Église en Afrique, notamment par le biais de son bureau de liaison auprès de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, en Éthiopie, et par le biais de sa Commission Justice, Paix et Développement (CJPD).

#### **CONTACTS :**

- Manny Yap, Responsable de l'alimentation et des terres : yap(at)cidse.org
- Père Uchechukwu Obodochina, Directeur de la CJPD-SCEAM: secamjpdcdirector(at)gmail.com